

print

Le G8 appelle à des pourparlers de paix afin de fournir une couverture aux préparatifs de guerre américains contre la Syrie

De [Chris Marsden](#)

Global Research, juin 20, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-g8-appelle-a-des-pourparlers-de-paix-afin-de-fournir-une-couverture-aux-preparatifs-de-guerre-americains-contre-la-syrie/5339806>

Le plan en cinq points pour la Syrie, préparé pour le sommet du G8 par le premier ministre britannique David Cameron, s'avère être un plan qui n'a pas vocation à être appliqué.

Le 39e sommet du G8 a rassemblé le président américain Barack Obama, le président russe Vladimir Poutine, la chancelière allemande Angela Merkel, le premier ministre japonais Shinzo Abe, le président français François Hollande, le premier ministre italien Enrico Letta, le premier ministre canadien Stephen Harper, le président de l'Union européenne Herman van Rompuy et le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

Cameron a passé deux jours entiers à mettre le maximum de pression sur Poutine pour qu'il signe la demande de démission du président syrien Bashar el-Assad comme condition préalable à tout accord négocié sur la fin de la guerre civile sanglante dans le pays. Cela serait nécessairement rejeté par le régime syrien, lui ferait boycotter un sommet qui est proposé à Genève, ce qui serait par la suite utilisé comme prétexte pour une intervention militaire complète.

Il était également espéré que la résolution comprendrait des dénonciations de l'usage des armes chimiques, y compris les assertions sans preuve que les forces syriennes s'en étaient servies. Le gouvernement Obama a employé la technique du «gros mensonge», citant les accusations d'utilisation par la Syrie de telles armes pour affirmer qu'Assad avait franchi une «ligne rouge,» qui justifierait la décision de Washington de commencer à envoyer ouvertement des armes à l'opposition syrienne.

La Russie rejette l'affirmation que des armes chimiques ont été utilisées et a demandé à voir les preuves sur lesquelles s'appuient les États-Unis. Un autre point proposé était un engagement à s'opposer aux opérations des éléments liés à Al-Qaïda en Syrie. Ce point était inclus pour prendre en considération les inquiétudes sur le fait que l'opposition est dominée par des forces islamistes djihadistes.

Ce plan proposait en outre «une planification dès le premier jour» pour une transition vers un nouveau gouvernement ayant un pouvoir exécutif.

Le refus de Poutine d'accéder à ces demandes a fait échouer la machination préparée par Cameron et Obama, mais il ne fera rien pour arrêter les préparatifs de guerre qui sont déjà en cours.

Le communiqué du G8 demande des pourparlers de paix dès que possible, mais ne mentionne pas le sort d'Assad. Bizarrement, il appelle tant les autorités syriennes que l'opposition à s'engager à la destruction de toutes les organisations affiliées à Al-Qaïda.

Avant le sommet, Cameron a rencontré Poutine au 10, Downing Street, où le premier ministre russe a dénoncé la décision américaine d'armer l'opposition syrienne. Une réunion avec Obama a été tout aussi glaciale.

La Maison-Blanche a annoncé vendredi soir qu'elle fournirait des armes au Conseil militaire suprême de l'opposition syrienne, ayant déterminé «avec un haut degré de certitude» que les combattants d'Assad avaient utilisé du gaz neurotoxique sarin. Avant de se rendre au sommet de Lough Erne en Irlande du Nord, Obama a fait des entretiens télévisés pour dissimuler la réalité du fait que les États-Unis vont armer des islamistes affiliés à Al-Qaïda et d'autres groupes du genre qui mènent une guerre sectaire brutale en Syrie.

Obama a rejeté les comparaisons avec l'Irak sans expliquer pourquoi, insistant au contraire pour dire que «Le fait est que nous avons des intérêts sérieux là-bas [en Syrie] [...] Nous ne pouvons avoir une situation de chaos qui perdure dans un pays important qui est frontalier d'un pays comme la Jordanie, qui est lui-même frontalier d'Israël. Et nous avons un besoin légitime de nous engager et d'être impliqués.»

«Nous ne prenons pas partie dans une guerre de religion entre chiites et sunnites,» a-t-il affirmé.

En fait, les États-Unis sont responsables d'avoir délibérément attisé une guerre civile sectaire, et ils se servent maintenant des morts et du chaos qu'elle a provoqués comme prétexte pour intervenir militairement.

Faisant une critique explicite de Moscou, Obama a ajouté, «Assad, à ce stade – en partie en raison du soutien de l'Iran et de la Russie – croit qu'il n'a pas à s'engager dans une transition politique, il croit qu'il peut tout simplement continuer à réprimer par la violence plus de la moitié de la population.»

Le président américain n'a pas pu expliquer comment Assad est censé s'engager dans une transition politique alors même qu'il va en être exclu.

Obama et Poutine se sont rencontrés pendant une heure lundi, leurs premiers pourparlers en face à face depuis un an, et ont tenu une conférence de presse après. «Bien sûr nos opinions ne coïncident pas,» a dit Poutine, pendant qu'Obama notait que lui et Poutine avaient «des perspectives divergentes sur la Syrie.»

Ce soir-là, Cameron a organisé un dîner privé pour les chefs de gouvernement uniquement, soi-disant pour permettre à tout le monde de parler franchement. Cependant, l'atmosphère était sans aucun doute ternie par les révélations du lanceur d'alerte de la NSA Edward Snowden qui a dit que la Grande-Bretagne espionne systématiquement tous ceux qui participent à de telles conférences.

Cameron avait menacé qu'à moins que Poutine n'accepte son plan en cinq points, les sept autres membres du G8 feraient leur propre déclaration. Mais les responsables russes ont clairement dit qu'il n'y aurait aucun accord substantiel.

Le vice-ministre des Affaires étrangères Sergei Ryabakov a dit plus tôt que la Russie avait refusé d'accepter une quelconque mention du sort d'Assad dans le communiqué. «Cela ne serait pas seulement inacceptable pour les Russes, mais nous sommes convaincus que ce serait totalement faux, dommageable et modifierait complètement l'équilibre politique,» a-t-il dit.

Le ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov, s'exprimant depuis le Koweït, a dit, «Nous sommes catégoriquement contre [...] les déclarations que la conférence devrait être une sorte d'acte de capitulation politique de la part de la délégation du

gouvernement [Syrien] suivie d'une passation du pouvoir à l'opposition.»

Donnant une idée de l'intensité des tensions, Hollande a déclaré publiquement, «Comment peut-on admettre que la Russie continue de livrer des armes au régime d'Assad alors que l'opposition n'en reçoit que très peu – et se fait massacrer ?»

Après une dernière session non prévue sur la Syrie mardi, au prétexte de discuter du contre-terrorisme, le communiqué final dilué a été publié. La Russie et les États-Unis ont ainsi officiellement accepté de se rendre à des pourparlers de «paix» à Genève le mois prochain, bien que la plupart des commentateurs disent qu'ils s'attendent à présent à ce qu'il n'y ait aucune réunion avant au plus tôt le mois d'août.

Le *Guardian* a cité des sources britanniques disant que Poutine aurait affirmé en privé qu'il n'avait aucun engagement personnel envers Assad et accepterait un gouvernement de transition sans lui, tant qu'il n'y aurait aucun vide politique au pouvoir et que le gouvernement comprenait des représentants de confiance du régime actuel et de son armée. Quoi que Poutine ait dit ou non, ceci un appel tacite à un coup d'État pour déposer Assad tout en préservant le régime bassiste.

Quoi qu'il advienne par la suite sur le front diplomatique, les choses vont se poursuivre rapidement sur la scène militaire. Washington s'engagera dans une discussion sur le type d'armes et d'autres mesures nécessaires pour «faire pencher la balance» en faveur des opposants d'Assad.

Obama va présenter les envois d'armes sous les termes les plus anodins – de petites armes qui ne sont «pas à la hauteur» de l'armement sophistiqué de l'armée syrienne, alors même que la France s'associe à l'Arabie saoudite pour apporter aux prétendus «rebelles» des missiles anti-aériens MANPADS de la classe Mistral, ainsi que des armes antichars.

Obama va en outre continuer à questionner publiquement l'efficacité d'une zone d'exclusion aérienne, alors même que l'on en prépare une activement.

Les États-Unis étudient déjà la possibilité d'établir une zone d'exclusion aérienne en Syrie, proche de la frontière sud avec la Jordanie, d'après deux diplomates occidentaux de haut rang en Turquie et un troisième dans la région. Samedi, les États-Unis ont confirmé que le ministre de la Défense Chuck Hagel avait approuvé une demande jordanienne que les chasseurs F-16 et les missiles Patriot restent dans le pays après un exercice militaire conjoint cette semaine. Des batteries de missiles Patriot ont déjà été stationnées à la frontière turque.

Pour leur part, les gouvernements de Cameron et de Hollande vont entamer leurs propres discussions sur la question de savoir si le Royaume-Uni et la France se joindront aux États-Unis dans leurs envois officiels d'armes à l'opposition.

La guerre contre la Syrie est refusée par la grande majorité des travailleurs aux États-Unis et en Europe. 70 pour cent des Américains s'opposent à l'armement de l'opposition, d'après l'institut Pew Research, tandis que 17 pour cent seulement des Britanniques soutiennent l'initiative américaine. Mais la guerre va continuer à être préparée à l'insu des peuples pour que les grandes puissances puissent se partager entre eux les pays riches en pétrole du Moyen-Orient.

Chris Marsden

Article original, [WSWS](#), paru le 19 juin 2013

Copyright © 2013 Global Research